Conto corrente con la Posta

Anno 78° — Numero 60

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

PARTE PRIMA

Roma - Venerdì, 12 marzo 1937 - Anno XV

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA – UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI — TELEFONI: 50-107 – 50-033 – 53-914

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1936

1937

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE AL PARLAMENTO

Presidenza del Consiglio dei Ministri:

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 31 dicembre 1936-XV, n. **2494.**

Disciplina dei procedimenti relativi ai reati colposi di perdita o di danneggiamento di aeromobili militari.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA
IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

L'azione penale per i procedimenti relativi ai reati colposi di perdita o di danneggiamento di aeromobili appartenenti all'Amministrazione militare, è promossa su richiesta del Ministro per l'aeronautica, osservate le disposizioni dell'art. 5 del Codice di procedura penale.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 dicembre 1936 - Anno XV

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — SOLMI.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.

REGIO DECRETO 12 novembre 1936-XV, n. **2495.**

Autorizzazione al Consiglio provinciale dell'economia corporativa di Alessandria ad accettare una donazione per la istituzione di Borse di studio.

N. 2495. R. decreto 12 novembre 1936, col quale, sulla proposta del Ministro per le corporazioni, il Consiglio provinciale dell'economia corporativa di Alessandria viene autorizzato ad accettare la liberalità disposta, nel marzo 1918, dal comm. Natale Vitale con polizza dell'Istituto nazionale delle assicurazioni, n. 110444, consistente, nel maggio 1934, nella somma di L. 20.000 nominali in titoli ex Consolidato 5 % e L. 4161,30 in contanti da convertire in titoli di Stato, per l'istituzione, coi relativi interessi, di borse di studio intestate ad « Eugenia Vitale », per giovani che intendano di dedicarsi agli studi presso scuole specializzate per l'industria conciaria od il commercio dei pellami.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 20 febbraio 1937 - Anno XV

LEGGE 4 gennaio 1937-XV, n. **205.**

Approvazione della Convenzione relativa allo statuto internazionale dei rifugiati, stipulata in Ginevra il 28 ottobre 1933.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA
IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione relativa allo statuto internazionale dei rifugiati, stipulata in Ginevra il 28 ottobre 1933.

Art. 2.

La presente legge ha effetto dal 16 gennaio 1936 con le riserve fatte all'atto dell'adesione dell'Italia alla Convenzione di cui all'articolo precedente.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 4 gennaio 1937 - Anno XV

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — CIANO — SOLMI — LANTINI.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.

Convention relative au Statut International des réfugiés.

Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi des Bulgares, Sa Majesté le Roi d'Egypte, le Président de la République Française, Sa Majesté le Roi de Norvège.

Vu le préambule du Pacte de la Société des Nations, aux termes duquel pour développer la coopération entre les nations, il importe de faire régner la justice »; et vu l'article 23 *a*) du Pacte, aux termes duquel « les Membres de la Société des Nations s'efforceront d'assurer et de maintenir des conditions de travail équitables et humaines pour l'homme, la femme et l'enfant sur leurs propres territoires, ainsi que dans tous pays auxquels s'étendent leurs relations de commerce et d'industrie, et, dans ce but, d'établir et d'entretenir les organisations internationales nécessaires »;

Considérant les mesures prises antérieurement en faveur des réfugiés et, notamment, les Arrangements intergouvernementaux des 5 juillet 1922, 31 mai 1924, 12 mai 1926 et 30 juin 1928 actuellement en vigueur dans certains des Etats contractants;

Tenant compte des avis émis par la Commission intergouvernementale consultative pour les réfugiés et envisageant surtout la décision de l'Assemblée de la Société des Nations du 4 septembre 1930 qui crée, à titre temporaire, l'Office international Nansen pour les réfugiés, sous l'autorité de la Société des Nations, conformément à l'article 24 du Pacte;

Animés par le désir de compléter et de consolider l'oeuvre accomplie par la Société des Nations au profit des réfugiés;

Soucieux de créer les conditions qui permettront aux décisions antérieurement prises dans ce sens par les divers Etats de produire leur plein effet, et désireux que soient assurés aux réfugiés la jouissance des droits civils, le libre et facile accès aux tribunaux, la sécurité et la stabilité dans l'établissement et dans le travail, des facilités dans l'exercice des professions, de l'industrie, du commerce et dans les déplacements, l'admission dans les écoles et dans les universités;

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires;

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. MEYERS, Directeur général honoraire du Ministère de la Justice;

M. DELTENRE, Sous-directeur au Ministère des Affaires étrangères.

Sa Majesté le Roi des Bulgares:

M. D. MIKOFF, Chargé d'affaires à Berne, Représentant permanent auprès de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi d'Egypte:

ASSAL bey, Consul à Genève.

Le Président de la République Française:

M. DE NAVAILLES, Sous-directeur des chancelleries et du contentieux au Ministère des Affaires étrangères.

Sa Majesté le Roi de Norvège:

M. Peter Hersleb BIRKELAND, Conseiller de Légation, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due formes, sont convenus des dispositions suivantes:

CHAPITRE I. — *Définition.*

Art. 1er.

La présente Convention est applicable aux réfugiés russes, arméniens et assimilés, tels qu'ils ont été définis par les Arrangements des 12 mai 1926 et 30 juin 1928, sous réserve des modifications ou précisions que chaque Partie contractante pourra apporter à cette définition au moment de la signature ou de l'adhésion.

CHAPITRE II. — *Mesures administratives.*

Art. 2.

Chacune des Parties contractantes s'engage à délivrer des certificats Nansen, valables pour un an au moins, aux réfugiés résidant régulièrement sur son territoire.

Le texte desdits certificats comprendra une formule autorisant la sortie et le retour. Les porteurs de certificats Nansen non périmés seront libres de sortir du pays qui leur a délivré ces titres et d'y revenir sans nécessité d'autorisation à la sortie ou du visa des consuls de ce pays pour le retour.

Les consuls respectifs des Parties contractantes seront habilités pour prolonger ces certificats, pour une durée de six mois au plus.

Le coût des visas des certificats Nansen, sauf gratuité pour les indigents, sera établi selon le tarif le plus bas appliqué aux visas des passeports étrangers.

Art. 3.

Chacune des Parties contractantes s'engage à ne pas éloigner de son territoire par application de mesures de police, telles que l'expulsion ou le refoulement, les réfugiés ayant été autorisés à y séjourner régulièrement, à moins que lesdites mesures ne soient dictées par des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public.

Elle s'engage, dans tous les cas, à ne pas refouler les réfugiés sur les frontières de leur pays d'origine.

Elle se réserve le droit d'appliquer telles mesures d'ordre interne qu'elle jugera opportunes aux réfugiés qui, frappés d'expulsion pour des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public seront dans l'impossibilité de quitter son territoire parce qu'ils n'auront pas reçu, sur leur requête ou grâce à l'intervention d'institutions s'occupant d'eux, les autorisations et visas nécessaires leur permettant de se rendre dans un autre pays.

CHAPITRE III. — *Condition juridique.*

Art. 4.

Le statut personnel des réfugiés sera régi par la loi de leur domicile ou, à défaut, par la loi de leur résidence.

La validité des actes des autorités religieuses dont relèvent les réfugiés, accomplis dans les pays qui admettent la compétence de ces autorités, sera reconnue par les Etats parties à la présente Convention.

Les droits acquis sous l'empire de l'ancienne loi nationale du réfugié, notamment les droits résultant du mariage (régime matrimonial, capacité de la femme mariée, etc.), seront respectés, sous réserve de l'accomplissement des formalités prescrites par la loi de leur domicile ou, à défaut, par la loi de leur résidence, s'il y a lieu.

Art. 5.

Sous réserve des dispositions de l'article 4, alinéa 2, la dissolution des mariages des réfugiés sera régie par la loi de leur domicile ou, à défaut, par la loi de leur résidence.

Art. 6.

Les réfugiés auront, dans les territoires des Parties contractantes, libre et facile accès devant les tribunaux.

Dans les pays où ils ont leur domicile ou leur résidence régulière, ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et privilèges que les nationaux; ils seront, aux mêmes conditions que ceux-ci, admis au bénéfice de l'assistance judiciaire et seront exemptés de la caution *judicatum solvi.*

CHAPITRE IV. — *Conditions du travail.*

Art. 7.

Les restrictions résultant de l'application des lois et règlements pour la protection du marché national du travail ne seront par appliquées sans tempérament aux réfugiés domiciliés ou résidant régulièrement dans le pays.

Elles seront levées de plein droit en faveur des réfugiés domiciliés ou résidant régulièrement dans le pays, qui remplissent l'une des conditions suivantes:

a) compter au moins trois ans de résidence dans le pays;

b) avoir pour conjoint une personne possédant la nationalité du pays de résidence;

c) avoir un ou plusieurs enfants possédant la nationalité du pays de résidence;

d) être ancien combattant de la grande guerre.

CHAPITRE V. — *Accidents du travail.*

Art. 8.

Chacune des Parties contractantes s'engage à accorder aux réfugiés victimes d'accidents du travail survenus sur son territoire, ou à leurs ayants droit, le traitement le plus favorable qu'elle accorde aux ressortissants d'un pays étranger.

CHAPITRE VI. — *Assistance et prevoyance.*

Art. 9.

Les réfugiés résidant sur le territoire d'une des Parties contractantes; chômeurs; personnes atteintes de maladies physiques ou mentales; vieillards ou infirmes incapables de suffire à leurs besoins; enfants à l'entretien desquels ni leurs familles ni des tiers ne pourvoient d'une manière suffisante; femmes enceintes, en couches, ou allaitant leurs enfants, y bénéficieront du traitement le plus favorable accordé aux ressortissants d'un pays étranger, en ce qui concerne les secours et l'assistance dont ils auraient besoin, y compris les soins médicaux et hospitaliers.

Art. 10

Les Parties contractantes s'engagent à appliquer aux réfugiés en ce qui concerne les lois d'assurances sociales actuellement en vigueur ou qui pourraient être ultérieurement établies, le traitement le plus favorable accordé aux ressortissants d'un pays étranger.

Art. 11.

Les réfugiés bénéficieront sur le territoire de chacune des Parties contractantes, en ce qui concerne la création de sociétés de secours mutuels et d'assistance et l'adhésion auxdites sociétés, du traitement le plus favorable accordé aux ressortissants d'un pays étranger.

CHAPITRE VII. — *Instruction.*

Art. 12.

Les réfugiés bénéficieront dans les écoles, cours, facultés et universités de chacune des Parties contractantes d'un traitement aussi favorable que les autres étrangers en général. Ils bénéficieront notamment dans la même mesure que ces derniers de la remise totale ou partielle des droits et taxes et de l'attribution de bourses d'études.

CHAPITRE VIII. — *Régime fiscal.*

Art. 13.

Les Parties contractantes s'engagent à ne pas assujettir les réfugiés résidant sur leurs territoires à des droits, taxes, impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront perçus sur leurs nationaux dans des situations analogues.

Les dispositions qui précèdent ne s'opposent pas à l'application du système du timbre Nansen, ainsi qu'aux stipulations des lois et règlements concernant les taxes afférentes à la délivrance aux étrangers de documents administratif et à la prolongation de la validité de ces documents.

Le présent article est le seul de la Convention qui règle les matières fiscales. Celles-ci se trouvent soustraites à toutes autres dispositions de cette Convention.

CHAPITRE IX. — *Dispense de réciprocité.*

Art. 14.

La jouissance de certains droits et le bénéfice de certaines faveurs accordés aux étrangers sous condition de réciprocité ne seront pas refusés aux réfugiés faute de réciprocité.

CHAPITRE X. — *Création de comités en faveur des réfugiés.*

Art. 15.

Chaque Partie contractante aura la faculté, soit d'organiser sur son territoire un comité central pour les réfugiés ou plusieurs comités, s'il y a lieu, chargés de coordonner les activités des organes de placement des réfugiés et de secours aux réfugiés, soit d'autoriser la constitution de tels comités.

Ce ou ces comités pourront être chargés des attributions énumérées au premier article de l'Arrangement et de l'Accord du 30 juin 1928, dans les pays où ces actes sont en vigueur, en tant que ces attributions ne seront pas exercées par les représentants du Secrétaire général de la Société des Nations.

A défaut de représentants d'un organisme international, ces comités percevront les taxes représentées par le timbre Nansen et celles prévues par lesdits Arrangement et Accord, en tant que ces taxes seront perçues sur les territoires des pays où ils fonctionneront.

CHAPITRE XI. — *Dispositions générales.*

Art. 16.

Les Arrangements et Accord des 5 juillet 1922, 31 mai 1924, 12 mai 1926 et 30 juin 1928, en tant qu'ils ont été adoptés par les Parties contractantes, restent en vigueur dans celles de leurs dispositions qui sont compatibles avec la présente Convention.

Art. 17.

La présente Convention, qui portera la date de ce jour, pourra être signée jusqu'au 15 avril 1934 au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente Convention à cet effet.

Art. 18.

La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaires général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres, visés à l'article 17, en indiquant la date à laquelle ce depôt aura été effectué.

Art. 19.

A partir du 16 avril 1934, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente Convention pourra y adhérer.

Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui notifiera le dépôt et la date de celui-ci à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés à l'alinéa précédent.

Art. 20.

La présente Convention entrera en vigueur trente jours après que le Secrétaire général aura reçu des ratifications et des adhésions au nom d'au moins deux Membres de la Société des Nations ou Etats non membres.

A l'égard de chacun des Membres ou Etats non membres au nom desquels un instrument de ratification ou d'adhésion sera ultérieurement déposé, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après la date du dépôt de cet instrument.

Elle sera enregistrée le jour où elle devra entrer en vigueur.

Art. 21.

La présente Convention pourra être dénoncée après l'expiration d'une période de cinq années à partir de la date à laquelle elle sera entrée en vigueur.

La dénonciation de la Convention s'effectuera par une notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui informera tous les Membres de la Société et les Etats non membres, visés aux articles 17 et 19, de chaque notification, ainsi que de la date de la réception.

La dénonciation prendra effet un an après la réception de la notification.

Art. 22.

Chacune des Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par son acceptation de la présente Convention, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié; dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration.

Chacune des Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Secretaire général de la Société des Nations qu'elle entend rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue au paragraphe précédent. Dans ce cas, la Convention s'appliquera à tous les territoires visés dans la notification trente jours après la réception de cette notification par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Chacune des Parties contractantes peut, à tout moment après l'expiration de la période de cinq ans prévue à l'art. 21, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente Convention pour l'ensemble ou pour toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant d'objet d'une telle déclaration six mois après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Le Secrétaire général de la Société des Nations communiquera à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés aux articles 17 et 19, les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article, ainsi que les dates de leur réception.

Art. 23.

Les Parties contractantes peuvent, au moment de la signature ou de l'adhésion, déclarer que leur signature ou adhésion ne s'appliquera pas à certains chapitres, articles ou alinéas, à l'exclusion du chapitre XI (« Dispositions générales »), ou formuler des réserves.

A tout moment, les Parties contractantes auront la faculté de retirer en tout ou en partie leurs exceptions ou réserves, au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Le Secrétaire général donnera communication de ladite déclaration à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés aux articles 17 et 19 en spécifiant la date de la réception.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnées ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le vingt-huit octobre mil neuf cent trente-trois en un seul exemplaire, qui sera conservé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont copie certifiée conforme sera remise à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres visés à l'article 17.

Belgique.

MM. Meyers et Deltenre déclarent signer la présente Convention sous les réserves suivantes:

1° L'article 2, alinéa 3, relatif au droit donné aux consuls de prolonger les certificats Nansen, ne peut recevoir l'adhésion du Gouvernement belge.

2° L'article 9, en tant qu'il vise l'application des dispositions de la législation interne touchant « l'assurance-chômage », ne peut être agréé.

3° L'article 10, concernant les lois d'assurances sociales, ne saurait faire l'objet d'un accueil favorable.

4° L'article 14, qui vise la jouissance de droits et de faveurs accordés aux étrangers, sous condition de réciprocité, ne peut être admis.

5° Le Gouvernement belge, en acceptant la présente Convention, n'entend assumer aucune obbligation en ce qui concerne la colonie du Congo et les territoires sous mandat du Ruanda-Urundi.

E. MEYERS — M. DELTENRE

Bulgarie.

Monsieur Mikoff déclare signer la présente Convention sous les réserves suivantes:

I. *A l'article* 1. — Le Gouvernement bulgare maintient les réserves formulées ar le délégué bulgare lors de la signature de l'Arrangement du 30 juin 1928 relatif à l'extension à d'autres catégories de réfugiés de certaines mesures prises en faveur des réfugiés russes et arméniens (1).

II. *A l'article* 2. — La sortie du pays des réfugiés munis des certificats (passeports) Nansen sera soumise aux règlements généraux régissant cette matières. Les consuls bulgares seront habilités de prolonger, dans le cas de force majeure, les certificats Nansen, délivrés en Bulgarie, pour une durée de trois mois. Le coût des visas des certificats Nansen sera établi selon le tarif appliqué aux ressortissants du pays qui a délivré le certificat.

III. *A l'article* 6. — L'exemption de la caution *judicatum solvi* sera soumise chaque fois à l'appréciation des tribunaux.

IV. *A l'article* 7. — Le Gouvernement bulgare ne saurait accepter les points *a*) et *d*).

V. *Aux articles* 8 *et* 10 (anciens 7 et 9). — Les pensions d'invalidité et de vieillesse seront payées (en tenant compte des possibilités du fonds respectif) aux ayants droit et ayants cause pour autant qu'ils résident dans le pays.

VI. *A l'article* 13. — Le Gouvernement bulgare ne saurait accepter l'alinéa premier, les réfugiés résidant en Bulgarie étant soumis en matière fiscale au même régime que les autres sujets étrangers résidant dans le pays.

VII. *A l'article* 15. — Le Gouvernement bulgare ne saurait accepter les alinéas 2 et 3.

D. MIKOFF.

Egypte.

Article 1. — A part les modifications ou précisions que chaque partie contractante pourra apporter à cette définition, mon Gouvernement se réserve le droit de toute extension et limitation dans ladite définition.

Article 2. — Les porteurs de certificats Nansen ne pourront être admis en Egypte que si ces certificats contiennent des visas de retour aux pays qui les ont délivrés. Si ces réfugiés sont autorisés à séjourner en Egypte, les autorités locales compétentes se réservent le droit de leur délivrer des documents de voyage égyptiens.

Article 3. — Ces autorités se réservent le droit d'expulser ces réfugiés à tout moment pour raison de sécurité publique.

Article 4. — D'autre part, en ce qui concerne les droits acquis visés dans l'alinéa 3 de l'article 4 du projet de convention, il y a lieu de préciser que, pour respecter ces droits, il faut tenir compte de l'ordre public international ainsi que de l'ordre public interne tel que ce dernier est conçu et appliqué en droit égyptien. En plus, et afin de dissiper tout malentendu, il convient de préciser que les droits dont il s'agit sont seulement ceux relatifs au statut personnel.

Article 13. — Cet article ne doit, en aucun cas, invalider ni infirmer notre réserve relative aux documents de voyage égyptiens avec toutes les suites qu'elle comporte dans l'application.

Article 14. — Notre signature ne s'applique pas à cet article.

Article 15. — Le Gouvernement égyptien entend que les comités visés à l'article 15 ne seront pas chargés des attributions qui sont prévues aux alinéa 2 et 3 dudit article dans le cas où il voudrait les réserver aux représentants de l'autorité locale.

* * *

Le Gouvernement égyptien ne réserve la faculté de substituer éventuellement, et toutes les fois qu'il le jugera opportun, l'assimilation aux nationaux au traitement le plus favorable accordé aux ressortissants d'un pays étranger dans toutes les dispositions de la Convention où ce traitement est stipulé.

Je déclare signer la présente Convention avec les réserves ci-dessus.

Consul d'Egypte

ASSAL

France. 11-12-33

M. de Navailles déclare signer la présente Convention sous les réserves suivantes:

1° L'article 7 ne saurait faire obstacle à l'application des lois et règlements qui fixent la proportion de salariés étrangers que les employeurs son autorisés à occuper en France.

2° L'organisation, en France, de comités tels qu'ils sont prévus à l'article 15, ne saurait leur conférer, si elle a lieu, des attributions incompatibles avec la législation existante en matière de placement.

3° Le Gouvernement français, par son acceptation de la présente Convention, n'entend assumer aucune obbligation en ce qui concerne l'ensemble de ses colonies, protectorats, territoires d'outremer, territoires placés sous sa suzeraineté, et territoires pour lesquels un mandat lui a été confié.

NAVAILLES

Norvège.

Je déclare signer la Convention sous les réserves suivantes:

Est exclue l'application 1° du troisième alinéa de l'article 2, 2° de l'article 14.

HERSLEB BIRKELAND.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re Imperatore:

Il Ministro per gli affari esteri:
CIANO.

LEGGE 14 gennaio 1937-XV, n. 206.

Conversione in legge del R. decreto-legge 20 aprile 1936-XIV, n. 1591, concernente la disciplina della produzione e del commercio delle essenze agrumarie.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

E' convertito in legge il R. decreto-legge 20 aprile 1936-XIV, n. 1591, concernente la disciplina della produzione e del commercio delle essenze agrumarie.

---

(1) Cette réserve était ainsi conçue:
« Sous réserve d'application du présent Arrangement aux seuls réfugiés se trouvant actuellement sur le territoire bulgare ».

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 14 gennaio 1937 - Anno XV

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — ROSSONI — SOLMI — LANTINI — DI REVEL.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.

LEGGE 14 gennaio 1937-XV, n. 207.

Conversione in legge del R. decreto-legge 16 marzo 1936-XIV, n. 1963, concernente l'uso obbligatorio, da parte di alcuni Enti pubblici, di tessuti tipici occorrenti agli Istituti di assistenza e di educazione da essi amministrati.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA
IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato:
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

E' convertito in legge il R. decreto-legge 16 marzo 1936-XIV, n. 1963, concernente l'uso obbligatorio, da parte di alcuni Enti pubblici, di tessuti tipici occorrenti agli Istituti di assistenza e di educazione da essi amministrati.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 14 gennaio 1937 - Anno XV

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — DI REVEL — BOTTAI — ROSSONI — LANTINI.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.

LEGGE 18 gennaio 1937-XV, n. 208.

Conversione in legge del R. decreto-legge 29 ottobre 1936-XV, n. 1925, concernente l'abrogazione del R. decreto-legge 16 dicembre 1935-XIV, n. 2172, circa la applicazione delle norme del regolamento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA
IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato:
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

E' convertito in legge il R. decreto-legge 29 ottobre 1936-XV, n. 1925, concernente l'abrogazione del R. decreto-legge 16 dicembre 1935-XIV, n. 2172, circa l'applicazione delle norme del regolamento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 18 gennaio 1937 - Anno XV

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — LESSONA.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.

REGIO DECRETO-LEGGE 18 gennaio 1937-XV, n. 209.

Modificazione dell'art. 2 del R. decreto-legge 3 febbraio 1936-XIV, n. 720, relativo alle sovvenzioni per la gestione delle stagioni liriche e delle compagnie drammatiche, nonchè di società o enti di concerti e di complessi operettistici e di riviste.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA
IMPERATORE D'ETIOPIA

Visto il R. decreto-legge 1° aprile 1935-XIII, n. 327, convertito nella legge 6 giugno 1935-XIII, n. 1042;

Visto il R. decreto-legge 3 febbraio 1936-XIV, n. 720, convertito nella legge 4 giugno 1936-XIV, n. 1568;

Riconosciuta la necessità urgente ed assoluta di chiarire la portata dell'art. 2 del citato R. decreto-legge 3 febbraio 1936-XIV, n. 720;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per la stampa e la propaganda, di concerto con i Ministri Segretari di Stato per l'interno, per le finanze e per le corporazioni;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

L'art. 2 del R. decreto-legge 3 febbraio 1936-XIV, n. 720, convertito nella legge 4 giugno 1936-XIV, n. 1568, è rettificato come segue:

« Le sovvenzioni di cui trattasi nei limiti del fondo di cui al precedente art. 1 devono avere sempre carattere integrativo del capitale privato oppure di altre sovvenzioni già concesse dai Comuni o da altri enti locali ed approvate dalle autorità competenti ».

Il presente decreto, che ha effetto dal 6 maggio 1936-XIV, sarà presentato al Parlamento per la conversione in legge. Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 18 gennaio 1937 - Anno XV

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — ALFIERI — DI REVEL — LANTINI.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 8 marzo 1937 - Anno XV
Atti del Governo, registro 383, foglio 31. — MANCINI.

REGIO DECRETO-LEGGE 10 febbraio 1937-XV, n. 210.

Norme dirette ad agevolare i finanziamenti occorrenti agli assuntori di forniture e di lavori che interessano la difesa nazionale nonchè agli assuntori di opere pubbliche in Africa Orientale Italiana.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA
IMPERATORE D'ETIOPIA

Veduto il R. decreto-legge 28 febbraio 1935-XIII, n. 227, concernente modificazioni all'ordinamento e funzionamento del Consorzio per sovvenzioni su valori industriali;

Ritenuta la necessità e l'urgenza di emanare norme dirette ad agevolare i finanziamenti occorrenti agli assuntori

di forniture e di lavori che interessano la difesa nazionale, nonchè agli assuntori di opere pubbliche in Africa Orientale Italiana;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926-IV, n. 100;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per le finanze, di concerto con i Ministri per le colonie, per i lavori pubblici, per la guerra, per la marina, per l'aeronautica e per le corporazioni;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Consorzio per sovvenzioni su valori industriali è autorizzato a concedere, con le norme che saranno stabilite dagli organi centrali amministrativi e approvate dal Ministro per le finanze, agli assuntori di forniture e di lavori che interessano la difesa nazionale, e nel limite del 50 per cento dell'importo complessivo dei rispettivi contratti, sovvenzioni contro rilascio di cambiali garantite dalla cessione delle somme alle quali essi avranno diritto ai termini dei contratti medesimi. La somministrazione delle sovvenzioni avrà luogo in relazione allo stato di esecuzione delle forniture e dei lavori, risultante dai certificati rilasciati dalle autorità committenti.

Art. 2.

Il Consorzio per sovvenzioni su valori industriali è altresì autorizzato a concedere, con le norme che saranno stabilite dagli organi centrali amministrativi e approvate dal Ministero delle finanze, alle ditte italiane regolarmente costituite e inscritte nell'Albo nazionale degli appaltatori di opere pubbliche o negli Albi locali di cui al R. decreto-legge 25 giugno 1936-XIV, n. 1538, assuntrici di opere pubbliche in Africa Orientale Italiana, sovvenzioni per l'apprestamento di mezzi d'opera, l'approvvigionamento dei materiali da costruzione a pie' d'opera e la erogazione delle somme occorrenti per l'invio in Africa Orientale Italiana di operai nazionali previa esibizione e controllo dei documenti di spesa da cui risultino le somme effettivamente erogate, contro rilascio di cambiali garantite dalla cessione delle somme alle quali le ditte stesse hanno diritto nei confronti delle Amministrazioni dello Stato in base ai relativi contratti.

La somministrazione delle sovvenzioni avrà luogo in relazione alle risultanze contenute nei certificati rilasciati dalle Amministrazioni dello Stato interessate, e nel limite del 50 per cento. Tale limite non è applicabile alle somme occorrenti per l'invio in Africa Orientale Italiana di operai nazionali.

Art. 3.

I pagherò cambiari rappresentanti le sovvenzioni di che agli articoli precedenti, da emettersi secondo le norme contenute nell'art. 7 del R. decreto 20 dicembre 1914, n. 1375, conterranno un riferimento anche al presente decreto, e i relativi atti di cessione saranno notificati, per l'accettazione, alle Amministrazioni competenti.

Art. 4.

Nei casi di assoluta urgenza, le opere pubbliche commesse alle ditte di che al precedente art. 2, possono avere corso previa l'autorizzazione del Ministero competente ed il visto d'impegno della spesa da parte della Ragioneria centrale o coloniale, prima della stipulazione o approvazione del relativo contratto nei modi di legge.

Dal decreto di approvazione del contratto definitivo dovrà risultare la esecuzione di urgenza delle opere predette.

Nel caso di mancata stipulazione, approvazione o registrazione del contratto, sarà corrisposto il prezzo dei lavori eseguiti in base alle condizioni stabilite nelle lettere di ordinazione di cui all'articolo seguente, escluso qualsiasi maggiore compenso o indennizzo.

Quando però per la esecuzione di un contratto siano occorsi impianti o approvvigionamenti speciali ovvero siano da liquidare lavori non ultimati e tanto degli uni quanto degli altri non sia possibile in tutto o in parte una successiva utilizzazione, potrà essere concesso allo assuntore un compenso da stabilirsi in base alle clausole fissate nei rispettivi contratti o, in difetto, d'accordo fra le parti.

Art. 5.

Quando il Ministero competente si avvalga della facoltà di cui al precedente articolo prima della regolare stipulazione del contratto, la relativa lettera di ordinazione della provvista o del lavoro dalla quale dovranno risultare almeno l'oggetto, il prezzo, le condizioni di pagamento ed il visto d'impegno della spesa da parte della Ragioneria centrale o coloniale, ha valore di contratto anche agli effetti delle sovvenzioni che possono richiedersi ai sensi dell'art. 2 del presente decreto.

Gli estremi della lettera di ordinazione dovranno risultare per la conferma nel contratto definitivo.

Art. 6.

Per le sovvenzioni previste nell'art. 2 del presente decreto il Ministro per le finanze è autorizzato a concedere, con le modalità e cautele riconosciute necessarie, la garanzia dello Stato a favore del Consorzio per sovvenzioni su valori industriali e ad adottare gli occorrenti provvedimenti di bilancio.

Art. 7.

Indipendentemente dal risconto di che all'art. 3 del R. decreto-legge 28 febbraio 1935, n. 227, la Banca d'Italia è autorizzata a riscontare, nei limiti che saranno fissati con decreto del Ministro per le finanze, le cambiali scontate dal Consorzio per sovvenzioni su valori industriali in base alle facoltà concessegli dal presente decreto.

Art. 8.

Per le cessioni e le sovvenzioni contemplate nell'art. 1 del presente decreto sono applicabili le agevolazioni fiscali stabilite dal R. decreto-legge 19 dicembre 1936-XV, n. 2170.

Le cessioni e le sovvenzioni contemplate nell'art. 2 del presente decreto sono soggette alla tassa fissa di registro di L. 10.

Art. 9.

Il Consorzio per sovvenzioni su valori industriali potrà eseguire le proprie operazioni presso le filiali della Banca d'Italia nell'Africa Orientale Italiana ed essere rappresentato nel luogo dal direttore della filiale o da chi ne fa le veci.

Art. 10.

La cauzione da versare a garanzia dell'appalto delle opere commesse alle ditte di cui all'art. 2, potrà essere limitata al 2,50 per cento dell'ammontare netto del contratto e verrà costituita mediante trattenuta in ragione del 3 per cento su ogni certificato di acconto fino a concorrenza dell'ammontare predetto del 2,50 per cento.

Art. 11.

Le trattenute di garanzia relativamente alle opere di cui all'articolo precedente, saranno effettuate in ragione del 2,50 per cento da applicare su ogni certificato di acconto.

La restituzione delle trattenute sarà effettuata in sede di pagamento del saldo.

Tale restituzione tuttavia potrà essere effettuata anche in corso dei lavori ogni qualvolta l'impresa assuntrice avrà ultimato un tronco costituente un insieme continuo e transitabile di estesa pari a quella specificatamente stabilita nel contratto di appalto e ciò sempre subordinatamente alle risultanze del certificato di collaudo provvisorio da rilasciarsi dai capi compartimento dell'Azienda autonoma statale della strada.

L'ammontare delle ritenute da restituire nel modo di cui sopra non potrà essere superiore ad una quota proporzionale valutata all'ammontare totale delle ritenute da rilasciare commisurato all'importo contrattuale netto.

Art. 12.

L'Amministrazione appaltante le opere di cui agli articoli 1 e 2 avrà facoltà di pattuire con l'impresa, durante il corso dei lavori, modificazioni in più od in meno dei prezzi contrattuali, sempre che vengano accertate in confronto delle tariffe o dei contratti-tipo di lavoro relativi alle mercedi nette da corrispondere alla mano d'opera in genere, variazioni in più o in meno superiori al 2,50 per cento.

Art. 13.

Il Ministro per le finanze è autorizzato a stipulare speciali convenzioni con la Banca d'Italia e con il Consorzio per sovvenzioni su valori industriali nonchè ad adottare gli altri provvedimenti eventualmente necessari per l'attuazione del presente decreto.

Art. 14.

Il presente decreto avrà vigore dal giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno fino al 31 dicembre 1937, e sarà presentato al Parlamento per la sua conversione in legge.

Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 10 febbraio 1937 - Anno XV

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — DI REVEL — LESSONA — COBOLLI-GIGLI — LANTINI.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 10 marzo 1937 - Anno XV
Atti del Governo, registro 383, foglio 45. — MANCINI.

REGIO DECRETO-LEGGE 15 febbraio 1937-XV, n. 211.

Esenzione dalla tassa di bollo degli atti di querela per i delitti preveduti dal titolo IX, capo I, del Codice penale, commessi in danno di persone povere.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Vista la legge 30 dicembre 1923, n. 3268, e successive modificazioni;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Ritenuta la necessità e l'urgenza di concedere la esenzione dalla tassa di bollo per gli atti di querela limitatamente ad alcuni delitti previsi dal Codice penale;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per la grazia e giustizia e di quello per l'interno, di concerto con il Ministro per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Sono esenti dalla tassa di bollo gli atti di querela per i delitti preveduti dal titolo IX, capo 1, del Codice penale, commessi in danno di persone povere.

Lo stato di povertà è comprovato da certificato rilasciato dall'autorità di pubblica sicurezza del luogo di domicilio. Nell'atto di querela si deve far menzione dell'anzidetto certificato, il quale deve essere allegato all'atto stesso.

Il presente decreto andrà in vigore dal giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, e sarà presentato al Parlamento per la sua conversione in legge, autorizzando il Ministro proponente alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 15 febbraio 1937 - Anno XV

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — SOLMI — DI REVEL.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 8 marzo 1937 - Anno XV
Atti del Governo, registro 383, foglio 30. — MANCINI.

REGIO DECRETO 11 gennaio 1937-XV, n. 212.

Modificazione degli statuti dei Sindacati interprovinciali fascisti dei chimici, dei dottori in economia e commercio e delle belle arti, con sede in Reggio Calabria.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Visti i Nostri decreti 24 luglio 1930, n. 1313, ed 8 febbraio 1934, n. 523, con i quali furono, tra l'altro, approvati gli statuti e stabilite le sedi e le circoscrizioni dei Sindacati interprovinciali fascisti dei chimici, dei dottori in economia e commercio e delle belle arti;

Visto il Nostro decreto 16 agosto 1934, n. 1379, col quale furono approvate alcune modifiche agli statuti dei Sindacati stessi;

Vista la domanda in data 4 luglio 1936, con la quale la Confederazione fascista dei professionisti e degli artisti ha chiesto che per necessità dell'organizzazione la sede dei Sindacati interprovinciali fascisti dei chimici, dei dottori in economia e commercio e delle belle arti, costituiti per le provincie di Catanzaro, Cosenza e Reggio Calabria, sia stabilita a Reggio Calabria anzichè a Catanzaro;

Visti la legge 3 aprile 1926, n. 563, ed il relativo regolamento 1° luglio 1926, n. 1130, nonchè la legge 20 marzo 1930, n. 206;

Sentito il Comitato corporativo centrale;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per le corporazioni, di concerto con il Ministro Segretario di Stato per l'interno;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

E' approvata la modifica degli statuti dei Sindacati interprovinciali fascisti dei chimici, dei dottori in economia e commercio e delle belle arti, costituiti per le provincie di Catanzaro, Cosenza e Reggio Calabria, nel senso che la sede dei Sindacati stessi viene stabilita a Reggio Calabria anzichè a Catanzaro.

Ai paragrafi X e XIV dell'elenco annesso al Nostro decreto 24 luglio 1930, n. 1313, è aggiunto il seguente comma:

« Per il Sindacato costituito con competenza territoriale sulle provincie di Catanzaro, Cosenza e Reggio Calabria, la sede viene stabilita a Reggio Calabria ».

Il testo del punto 16 dell'elenco dei Sindacati interprovinciali fascisti delle belle arti, annesso al Nostro decreto 8 febbraio 1934, n. 523, è sostituito dal seguente:

« Sindacato interprovinciale fascista delle belle arti con sede in Reggio Calabria e competenza territoriale sulle provincie di Catanzaro, Cosenza e Reggio Calabria ».

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 11 gennaio 1937 - Anno XV

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — LANTINI.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 marzo 1937 - Anno XV
Atti del Governo, registro 383, foglio 39. — MANCINI.

REGIO DECRETO 11 gennaio 1937-XV, n. 213.

Modificazione degli statuti dei Sindacati interprovinciali fascisti dei giornalisti, con sede a Napoli e a Bari.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Visto il Nostro decreto 24 luglio 1930, n. 1313, col quale furono, tra l'altro, approvati gli statuti e stabilite le circoscrizioni dei Sindacati interprovinciali fascisti dei giornalisti, nonchè il successivo Nostro decreto 16 agosto 1934, n. 1379, col quale furono approvate alcune modifiche agli statuti stessi;

Vista la domanda in data 29 aprile 1936, con la quale la Confederazione fascista dei professionisti ed artisti ha chiesto che, per necessità dell'organizzazione, la circoscrizione dei Sindacati interprovinciali fascisti dei giornalisti con sede in Bari e in Napoli, sia modificata nel senso che le provincie di Matera, Potenza, Catanzaro e Reggio Calabria — che attualmente sono comprese nella circoscrizione di quest'ultimo Sindacato — siano attribuite alla circoscrizione del Sindacato di Bari;

Visti la legge 3 aprile 1926, n. 563, ed il relativo regolamento 1° luglio 1926, n. 1130, nonchè la legge 20 marzo 1930, n. 206;

Sentito il Comitato corporativo centrale;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per le corporazioni, di concerto col Ministro Segretario di Stato per l'interno;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

E' approvata la modifica degli statuti dei Sindacati interprovinciali dei giornalisti costituiti con sede a Napoli e a Bari, nel senso che le provincie di Matera, Potenza, Reggio Calabria e Catanzaro — attualmente comprese nella circoscrizione del Sindacato di Napoli — sono attribuite alla competenza territoriale del Sindacato di Bari.

Il testo dei punti 1 e 6 del paragrafo XVI dell'elenco allegato al Nostro decreto 24 luglio 1930, n. 1313, è, pertanto, sostituito dal seguente:

« 1) Sindacato interprovinciale fascista dei giornalisti, con competenza territoriale sulle provincie di Bari, Brindisi, Catanzaro, Foggia, Lecce, Matera, Potenza, Reggio Calabria e Taranto e con sede in Bari ».

« 6) Sindacato interprovinciale fascista dei giornalisti, con competenza territoriale sulle provincie di Avellino, Benevento, Cosenza, Napoli e Salerno e con sede in Napoli ».

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Roma, addì 11 gennaio 1937 - Anno XV

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — LANTINI.

Visto, *il Guardasigilli*: SOLMI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 marzo 1937 - Anno XV
Atti del Governo, registro 383, foglio 38. — MANCINI.

DECRETO DEL CAPO DEL GOVERNO 9 febbraio 1937-XV.

Nomina dell'on. Giovanni Vianino a membro della Corporazione dei cereali.

IL CAPO DEL GOVERNO

PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO

Visto l'art. 3 della legge 5 febbraio 1934-XII, n. 163, sulla costituzione e sulle funzioni delle Corporazioni;

Visto il proprio decreto 29 maggio 1934-XII, che costituisce la Corporazione dei cereali;

Visto il proprio decreto 18 aprile 1936-XIV, con il quale il sig. Trovati Achille, membro della Corporazione dei cereali quale rappresentante dei datori di lavoro per il commercio dei cereali e degli altri prodotti elencati nel decreto istitutivo della Corporazione predetta, è stato confermato nella detta carica per il triennio 22 aprile 1936-21 aprile 1939;

Vista la designazione della Confederazione fascista dei commercianti per la nomina dell'on. Giovanni Vianino, presidente della Federazione nazionale fascista dei commercianti di cereali, legumi e foraggi, a membro della Corporazione dei cereali, quale rappresentante dei datori di lavoro per il commercio dei cereali e degli altri prodotti indicati nel decreto costitutivo della predetta Corporazione in sostituzione del sig. Trovati Achille;

Sulla proposta del Ministro per le corporazioni;

Decreta:

L'on. Giovanni Vianino, presidente della Federazione nazionale fascista dei commercianti di cereali, legumi e foraggi, è nominato membro della Corporazione dei cereali, quale rappresentante dei datori di lavoro per il commercio dei cereali e degli altri prodotti indicati nel decreto costitutivo della detta Corporazione in sostituzione del sig. Trovati Achille.

Dato a Roma, addì 9 febbraio 1937 - Anno XV

Il Capo del Governo,
Primo Ministro Segretario di Stato:
MUSSOLINI.

(615)

DECRETO MINISTERIALE 9 febbraio 1937-XV.

Approvazione di una tariffa di assicurazione e delle relative condizioni di polizza presentate dalla Società « Reale Mutua di assicurazione », con sede in Torino.

IL MINISTRO PER LE CORPORAZIONI

Visto il R. decreto-legge 29 aprile 1923, n. 966, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473, e le successive disposizioni modificative ed integrative;

Visto il regolamento approvato con R. decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con R. decreto 4 marzo 1926, n. 519;

Visto il R. decreto-legge 19 dicembre 1936, n. 2306, che autorizza gli enti assicuratori ad emettere speciali polizze di assicurazione sulla vita collegate al Prestito redimibile 5 %;

Vista la domanda della Società « Reale Mutua di assicurazione », con sede in Torino, intesa ad ottenere l'approvazione della relativa tariffa e delle condizioni di polizza;

Vista la relazione tecnica, le basi demografiche e finanziarie adottate per il calcolo dei premi puri, dei premi lordi e delle riserve matematiche;

Decreta:

Sono approvate, secondo il testo allegato, debitamente autenticato, la seguente tariffa di assicurazione e le relative condizioni di polizza presentate dalla Società « Reale Mutua di assicurazione », con sede in Torino, da adottarsi in applicazione del R. decreto-legge 19 dicembre 1936, n. 2306:

a) Tariffa mista, a premio annuo, relativa all'assicurazione di un capitale, costituito in titoli del Prestito redimibile immobiliare di cui al R. decreto-legge 5 ottobre 1936, n. 1743, pagabile ad un'epoca prestabilita in caso di vita dell'assicurato, o immediatamente, in caso di premorienza.

Roma, addì 9 febbraio 1937 - Anno XV

Il Ministro: LANTINI.

(500)

DECRETO MINISTERIALE 9 febbraio 1937-XV.

Approvazione di una tariffa di assicurazione e delle relative condizioni di polizza presentate dalla « Società cattolica di assicurazione », con sede in Verona.

IL MINISTRO PER LE CORPORAZIONI

Visto il R. decreto-legge 29 aprile 1923, n. 966, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473, e le successive disposizioni modificative ed integrative;

Visto il regolamento approvato con R. decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con R. decreto 4 marzo 1926, n. 519;

Visto il R. decreto-legge 19 dicembre 1936, n. 2306, che autorizza gli enti assicuratori ad emettere speciali polizze di assicurazione sulla vita collegate al Prestito redimibile 5 %;

Vista la domanda della « Società cattolica di assicurazione », con sede in Verona, intesa ad ottenere l'approvazione della relativa tariffa e delle condizioni di polizza;

Vista la relazione tecnica, le basi demografiche e finanziarie adottate per il calcolo dei premi puri, dei premi lordi e delle riserve matematiche;

Decreta:

Sono approvate, secondo il testo allegato, debitamente autenticato, la seguente tariffa di assicurazione e le relative condizioni di polizza presentate dalla « Società cattolica di assicurazione », con sede in Verona, da adottarsi in applicazione del R. decreto-legge 19 dicembre 1936, n. 2306:

a) Tariffa mista, a premio annuo, relativa all'assicurazione di un capitale, costituito in titoli del Prestito redimibile immobiliare di cui al R. decreto-legge 5 ottobre 1936, n. 1743, pagabile ad un'epoca prestabilita in caso di vita dell'assicurato, o immediatamente, in caso di premorienza.

Roma, addì 9 febbraio 1937 - Anno XV

Il Ministro: LANTINI.

(501)

DECRETO MINISTERIALE 4 marzo 1937-XV.

Nomina dei componenti del Consiglio di amministrazione dell'Istituto Nazionale Gestione Imposte di Consumo (I.N.G.I.C.) per il quadriennio 1937-1940.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

DI CONCERTO CON

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto l'art. 4 del R. decreto-legge 28 dicembre 1936-XV, numero 2418, relativo alla nomina del Consiglio di amministrazione dell'Istituto Nazionale Gestione Imposte Consumo (I.N.G.I.C.);

Viste le designazioni fatte dai singoli istituti partecipanti alla sottoscrizione del capitale dell'Ente predetto, a termine dell'art. 1, terzo comma, del summenzionato Regio decreto-legge;

Decreta:

Il Consiglio di amministrazione dell'Istituto Nazionale Gestione Imposte Consumo è costituito come appresso per il quadriennio 1937-1940:

Presidente:

Avv. Giovanni Celesia barone di Vegliasco, senatore del Regno.

Membri:

1) Dott. Bruno Fornaciari, direttore generale dell'Amministrazione civile;

2) Dott. Gino Bolaffi, direttore generale dei Servizi per la finanza locale;

3) Dott. Leonida Bonanni, direttore generale della Cassa depositi e prestiti e degli Istituti di previdenza, in rappresentanza della Cassa depositi e prestiti;

4) Dott. Vincenzo Rogari, direttore generale del Ministero delle finanze in rappresentanza della Cassa depositi e prestiti;

5) Dott. Gaetano Buoncristiano, direttore generale del Ministero delle finanze, in rappresentanza della Cassa depositi e prestiti;

6) Prof. Adolfo Musco, consigliere di amministrazione del Banco di Napoli, in rappresentanza del Banco stesso;

7) Dott. Manlio Campana, direttore centrale del Banco di Sicilia in rappresentanza del Banco stesso;

8) Dott. Arturo Osio, direttore generale della Banca nazionale del Lavoro, in rappresentanza della Banca stessa;

9) Rag. Alfredo Longo, direttore generale dell'Opera pia « Istituto di S. Paolo » di Torino, in rappresentanza dell'Istituto stesso;

10) Rag. Piero Valiani, direttore centrale del Monte dei Paschi di Siena, in rappresentanza dell'Ente stesso.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 4 marzo 1937 - Anno XV

p. *Il Ministro per l'interno*: BUFFARINI.

Il Ministro per le finanze: DI REVEL.

(743)

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE AL PARLAMENTO

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926-IV, n. 100, si notifica che S. E. il Capo del Governo Primo Ministro Segretario di Stato ha presentato il 7 marzo 1937-XV alla Presidenza della Camera dei deputati il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 18 febbraio 1937-XV, n. 182, riguardante l'assegnazione di un appannaggio a S. A. R. il Principe Eugenio di Savoia-Genova, Duca di Ancona.

(732)

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926-IV, n. 100, si notifica che S. E. il Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, ha presentato, il 6 marzo 1937-XV, alla Presidenza della Camera dei deputati il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 4 febbraio 1937-XV, n. 100, contenente disposizioni circa il trattamento del personale non di ruolo in servizio presso l'Amministrazione dello Stato.

(745)

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926-IV, n. 100, si notifica che S. E. il Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, ha presentato, il 9 marzo 1937-XV, alla Presidenza della Camera dei deputati il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 11 gennaio 1937-XV, n. 4, riguardante il conferimento al Segretario del P. N. F. del titolo e delle funzioni di Ministro Segretario di Stato.

(746)

MINISTERO DELLA GUERRA

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che S. E. il Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro Segretario di Stato per la guerra, con nota in data 4 marzo 1937-XV, ha presentato alla Presidenza della Camera dei deputati il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 30 novembre 1936-XV, n. 2334, che autorizza l'assegnazione ai tribunali militari, con funzioni giudiziarie o di cancelleria, di ufficiali in congedo in possesso di speciali requisiti.

(738)

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che S. E. il Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro Segretario di Stato per la guerra, con nota in data 4 marzo 1937-XV, ha presentato alla Presidenza della Camera dei deputati il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 21 dicembre 1936-XV, n. 2381, contenente norme complementari e modificative circa la concessione di autovetture di servizio per gli ufficiali dei carabinieri Reali, e per la determinazione della misura dell'indennità chilometrica.

(739)

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che S. E. il Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro Segretario di Stato per la guerra, con nota in data 20 gennaio 1937-XV, ha presentato alla Presidenza della Camera dei deputati il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 12 novembre 1936-XV, n. 2179, che reca aggiunte e varianti alle disposizioni vigenti sul reclutamento degli ufficiali del Regio esercito.

(748)

MINISTERO DELLE FINANZE

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che S. E. il Capo del Governo e S. E. il Ministro per le finanze hanno presentato alla Ecc.ma Presidenza dalla Camera dei deputati il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 4 febbraio 1937-XV, n. 163, che disciplina le rivalutazioni per conguaglio monetario degli enti patrimoniali delle società commerciali.

(734)

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che S. E. il Ministro per le finanze l'8 marzo 1937-XV, ha presentato alla Presidenza della Camera dei deputati il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 15 febbraio 1937-XV, n. 78, riguardante il condono di sopratasse e di pene pecuniarie per infrazioni alle leggi finanziarie.

(735)

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che S. E. il Ministro per le finanze ha presentato alla Presidenza della Camera dei deputati il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 28 dicembre 1936-XV, n. 2418, concernente la costituzione dell'Istituto Nazionale Gestione Imposte di Consumo (I.N.G.I.C.) con sede in Roma.

(736)

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, S. E. il Ministro per le finanze, in data 7 marzo 1937 ha presentato alla Presidenza della Camera dei deputati il disegno di legge per la conversione in legge dei Regi decreti-legge 18 gennaio 1937-XV, n. 30, concernente variazioni allo stato di previsione dell'entrata, a quelli della spesa di diversi Ministeri ed ai bilanci di Aziende autonome per l'esercizio finanziario 1936-37, nonchè altri indifferibili provvedimenti; e 8 febbraio 1937-XV, n. 76, concernente l'aumento dello stanziamento del capitolo « Spese per il servizio d'investigazione politica » del bilancio del Ministero dell'interno per l'esercizio medesimo; e convalidazione del R. decreto 18 gennaio 1937-XV, n. 59, relativo a prelevamento dal fondo di riserva per le spese impreviste del predetto esercizio finanziario 1936-37.

(740)

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che S. E. il Ministro per le finanze ha presentato alla Presidenza della Camera dei deputati il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 30 dicembre 1936-XV, n. 2171, concernente l'istituzione della addizionale di un centesimo su talune imposte erariali per fini di assistenza sociale.

(749)

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che S. E. il Ministro per le finanze ha presentato alla Presidenza della Camera dei deputati il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 26 dicembre 1936-XV, n. 2394, concernente la integrazione della procedura contenziosa in materia di tributi locali.

(750)

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926-IV, n. 100, si comunica che S. E. il Capo del Governo e S. E. il Ministro per le finanze, in data 9 marzo 1937-XV, hanno presentato alla Camera dei deputati il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 19 dicembre 1936-XV, n. 2370, concernente norme per agevolare il finanziamento delle opere di bonifica.

(751)

MINISTERO DELL'INTERNO

Agli effetti dell'art. 3, della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che S. E. il Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro per l'interno, ha presentato alla Presidenza del Senato del Regno, in data 4 marzo 1937-XV, il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 17 dicembre 1936-XV, n. 2286, concernente l'istituzione in ente morale della « Fondazione Attilio Odero » con sede in Genova e l'approvazione del relativo statuto.

(747)

MINISTERO DELL'EDUCAZIONE NAZIONALE

Ai sensi ed agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926-XIV, n. 100, si notifica che S. E. il Ministro per l'educazione nazionale ha presentato all'on. Presidenza della Camera dei deputati, in data 4 marzo 1937-XV il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 17 dicembre 1936-XV, n. 2440, contenente norme relative all'adozione del corista uniforme nelle esecuzioni musicali.

(737)

MINISTERO DELLE COMUNICAZIONI

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1936, n. 100, si notifica che S. E. il Ministro per le comunicazioni con lettera in data 5 marzo 1937-XV, ha inviato alla Presidenza della Camera dei deputati, il disegno di legge relativo alla conversione in legge del R. decreto-legge 31 dicembre 1936-XV, n. 2454, riguardante la integrazione e modificazione del R. decreto 20 luglio 1934-XII, n. 1378, contenente norme di condominio riguardanti Cooperative edilizie a contributo statale e mutuo dell'Amministrazione delle ferrovie dello Stato.

(731)

MINISTERO DELL' AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che S. E. il Ministro per l'agricoltura e le foreste ha presentato all'Ecc.ma Presidenza della Camera dei deputati con lettera in data 4 corrente, il seguente disegno di legge: Conversione in legge del R. decreto-legge 18 gennaio 1937-XV, n. 115, concernente assegnazione di stanziamenti per i contributi nelle spese per la lotta contro il « mal secco » degli agrumi in Sicilia.

(733)

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che S. E. il Ministro per l'agricoltura e le foreste ha presentato all'Ecc.ma Presidenza della Camera dei deputati, con lettera in data 6 corrente, il seguente disegno di legge: Conversione in legge del R. decreto-legge 31 dicembre 1936-XV, n. 2411, concernente provvedimenti diretti a favorire lo sviluppo del naviglio peschereccio.

(752)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 54

Media dei cambi e dei titoli

dell'8 marzo 1937-XV.

Stati Uniti America (Dollaro)	19 —
Inghilterra (Sterlina)	92, 70
Francia (Franco)	86 —
Svizzera (Franco)	433, 50
Argentina (Peso carta)	5, 72
Austria (Shilling)	5, 5524
Belgio (Belga)	3, 2075
Cecoslovacchia (Corona)	66, 36
Danimarca (Corona)	4, 1385
Germania (Reichsmark)	7, 6336
Jugoslavia (Dinaro)	43, 70
Norvegia (Corona)	4, 6585
Olanda (Fiorino)	10, 3975
Polonia (Zloty)	360, 70
Svezia (Corona)	4, 7795
Turchia (Lira turca)	15, 0895
Ungheria (Pengo) (Prezzo di Clearing)	5, 6264
Grecia (Dracma) (Prezzo di Clearing)	16, 92
Rendita 3,50 % (1906)	73, 50
Id. 3,50 % (1902)	71, 40
Id. 3,00 % (Lordo)	55, 375
Prestito Redimibile 3,50 % (1934)	71, 45
Rendita 5 % (1935)	91, 275
Obbligazioni Venezie 3,50 %	88, 925
Buoni novennali 5 % - Scadenza 1940	101, 40
Id. id. 5 % - Id. 1941	101, 425
Id. id. 4 % - Id. 15 febbraio 1943	91, 975
Id. id. 4 % - Id. 15 dicembre 1943	91, 925
Id. id. 5 % - Id. 1944	97, 175

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 55

Media dei cambi e dei titoli

del 9 marzo 1937-XV.

Stati Uniti America (Dollaro)	19 —
Inghilterra (Sterlina)	92, 70
Francia (Franco)	86, 70
Svizzera (Franco)	433, 50
Argentina (Peso carta)	5, 72
Austria (Shilling)	3, 5524
Belgio (Belga)	3, 2075
Cecoslovacchia (Corona)	66, 22
Danimarca (Corona)	4, 1385
Germania (Reichsmark)	7, 6336
Jugoslavia (Dinaro)	43, 70
Norvegia (Corona)	4, 6585
Olanda (Fiorino)	10, 3975
Polonia (Zloty)	360, 70
Svezia (Corona)	4, 7795
Turchia (Lira turca)	15, 0895
Ungheria (Pengo) (Prezzo di Clearing)	5, 6264
Grecia (Dracma) (Prezzo di Clearing)	16, 92
Rendita 3,50 % (1906)	73, 325
Id. 3,50 % (1902)	71, 375
Id. 3,00 % (Lordo)	55, 325
Prestito Redimibile 3,50 % (1934)	71, 20
Rendita 5 % (1935)	91, 25
Obbligaz. Venezie 3,50 %	88 95
Buoni novennali 5 % - Scad. 1940	101, 275
Id. id. 5 % - Id. 1941	101, 325
Id. id. 4 % - Id. 15- 2-1943	91, 875
Id. id. 4 % - Id. 15-12-1943	91, 875
Id. id. 5 % - Id. 1944	97, 075

MINISTERO DELLE FINANZE

Accreditamento di notaio.

Con decreto del Ministro per le finanze in data 3 febbraio 1937-XV il sig. dott. Marsala Giovanni fu Gaetano notaio residente ed esercente in Vicenza è stato accreditato presso quella Intendenza di finanza per le operazioni di Debito pubblico e della Cassa depositi e prestiti.

(626)

ISPETTORATO PER LA DIFESA DEL RISPARMIO E PER L'ESERCIZIO DEL CREDITO

Sostituzione di un membro del Comitato di sorveglianza della Cassa rurale laica di depositi e prestiti di Aidone (Enna) in liquidazione.

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA
CAPO DELL'ISPETTORATO

istituito con R. D. L. 12 marzo 1936-XIV, n. 375, recante disposizioni per la difesa del risparmio e per l'esercizio del credito.

Veduto il R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375, recante disposizioni per la difesa del risparmio e per la disciplina della funzione creditizia;

Veduto il decreto del Capo del Governo in data 20 luglio 1936, pubblicato sulla *Gazzetta Ufficiale* del Regno del 30 luglio 1936, n. 175, con il quale si è provveduto alla messa in liquidazione della Cassa rurale laica di depositi e prestiti di Aidone (Enna) secondo le norme di cui al titolo VII, capo III, del R. decreto-legge 12 marzo 1936, numero 375;

Veduto il proprio provvedimento in data 20 luglio 1936-XIV, pubblicato sulla *Gazzetta Ufficiale* del Regno del 31 luglio 1936, n. 176, con il quale si è nominato il cav. Zagardo Giacomo commissario liquidatore della Cassa rurale predetta ed i signori dott. Scopazzo

Antonino, Spinello avv. Luigi e Gensabella Lucio, membri del Comitato di sorveglianza;

Considerato che il dott. Scopazzo si è trasferito in altra sede e che occorre quindi procedere alla sua sostituzione;

Dispone:

Il dott. Giammusso Giuseppe fu Lorenzo è nominato membro del Comitato di sorveglianza della Cassa rurale laica di depositi e prestiti di Aidone (Enna) in liquidazione, in sostituzione del dottor Scopazzo Antonino, con i poteri e le attribuzioni contemplate dal titolo VII, capo III, del R. decreto-legge 12 marzo 1936-XIV, n. 375.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 6 marzo 1937 - Anno XV

Il Governatore della Banca d'Italia, Capo dell'Ispettorato: AZZOLINI.

(730)

CONCORSI

MINISTERO DELLA MARINA

Concorso per titoli per la nomina ad ufficiale medico di complemento della Regia marina.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
MINISTRO PER LA MARINA

Visto il testo unico delle disposizioni legislative, riguardanti gli ufficiali di complemento della Regia marina, approvato con R. decreto 16 maggio 1932, n. 819;

Decreta:

E' approvata l'annessa notificazione di concorso per titoli alla nomina ad ufficiale medico di complemento della Regia marina in data 5 febbraio 1937-XV.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 5 febbraio 1937 - Anno XV

p. *Il Ministro*: CAVAGNARI.

Notificazione di concorso per titoli alla nomina ad ufficiale medico di complemento della Regia marina.

Art. 1.

E indetto un concorso per titoli alla nomina ad ufficiale medico di complemento della Regia marina, per i gradi ed il numero di posti indicati nella tabella seguente.

Possono partecipare al concorso coloro che posseggano i requisiti stabiliti dalle norme di legge riguardanti gli ufficiali di complemento della Regia marina, norme che si riportano allegate alla presente notificazione, purchè, alla data della notificazione stessa, non abbiano oltrepassato le età nella tabella seguente indicate per ciascun grado.

Gli ufficiali medici di complemento della Regia marina possono partecipare al concorso indipendentemente dai limiti di età predetti, salva l'osservanza dell'art. 51 della legge 11 marzo 1926, n. 397, modificato col R. decreto-legge 24 marzo 1930, n. 459.

I concorrenti dovranno chiaramente specificare nella domanda il grado a cui aspirano ad esser nominati. Il Ministero si riserva tuttavia la facoltà di assegnare ad essi, previa loro accettazione, gradi di ufficiale inferiori a quello richiesto, secondo le risultanze dei titoli e delle graduatorie.

GRADO	Numero dei posti	Età massima anni
Maggiore	8	55
Capitano	15	50
Tenente	20	45
Sottotenente	20	45

Art. 2.

Le domande di ammissione al concorso, in carta bollata da L. 6, con l'indicazione del domicilio del concorrente, dovranno pervenire al Ministero della marina (Direzione generale del personale e dei Servizi militari - Divisione stato giuridico) non oltre il 60° giorno dopo la pubblicazione della presente notificazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, corredate dei seguenti documenti, legalizzati dalle competenti autorità:

a) estratto del registro degli atti di nascita (non sono ammessi i certificati);

b) certificato di cittadinanza italiana (sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani non regnicoli);

c) certificato generale negativo del casellario giudiziario;

d) certificato di buona condotta;

e) certificato di esito di leva. Se il concorrente ha già prestato o presta servizio militare deve invece esibire il foglio di congedo, o la copia dello stato di servizio, o l'estratto matricolare;

f) fotografia con firma debitamente autenticata;

g) documento comprovante l'iscrizione al Partito Nazionale Fascista (costituito da un certificato, in carta bollata da L. 4, rilasciato dal segretario — o vice segretario se trattasi di capoluogo di Provincia — del competente Fascio di combattimento, e vistato dal segretario federale o dal vice segretario federale o dal segretario federale amministrativo della Provincia a cui il Fascio appartiene), attestante l'appartenenza ai Fasci di combattimento o ai Gruppi universitari fascisti o ai Fasci giovanili e indicante l'anno, il mese e il giorno della iscrizione.

I cittadini italiani residenti all'estero e gli italiani non regnicoli dovranno presentare invece il certificato di iscrizione ai Fasci italiani all'estero. Quest'ultimo certificato, redatto su carta legale, deve essere rilasciato direttamente dalla Segreteria generale dei Fasci italiani all'estero e firmato dal Segretario generale o da uno degli ispettori centrali dei Fasci all'estero;

h) i titoli di studio (in originale o in copia autentica rogata da Regio notaio) e gli altri documenti comprovanti il possesso dei requisiti di cui all'art. 12 del testo unico 16 maggio 1932, n. 819. I concorrenti potranno inoltre aggiungere altri speciali titoli di carriera, o professionali, o scientifici, eventualmente posseduti.

I documenti di cui alle lettere *b*), *c*) e *d*) dovranno essere di data non anteriore a quella della presente notificazione.

I concorrenti che siano ufficiali di complemento in servizio, o ufficiali della M.V.S.N. in servizio permanente effettivo, od impiegati dello Stato in servizio sono esonerati dall'obbligo di presentare i documenti di cui alle predette lettere *b*), *c*) e *d*).

Non verranno prese in considerazione le domande che, entro il termine stabilito, perverranno non corredate dei documenti prescritti dal presente articolo.

Non è ammesso fare riferimento a documenti presentati presso altre Amministrazioni dello Stato.

I concorrenti residenti in Colonia potranno essere ammessi al concorso presentando, entro il termine prescritto dal 1° comma del presente articolo, la sola domanda, salvo a produrre i documenti successivamente ed in ogni caso non oltre 30 giorni dallo stesso.

Il Ministero potrà accordare un ulteriore termine, oltre quelli indicati nel primo e nel penultimo comma, per la regolarizzazione di documenti formalmente imperfetti. Quest'ultimo termine dovrà in ogni caso scadere prima della data d'inizio dell'esame delle domande da parte della Commissione ordinaria d'avanzamento.

Art. 3.

Il Ministero si riserva il diritto di assumere informazioni di qualsiasi genere sugli aspiranti nel modo che crederà opportuno, indipendentemente dai documenti presentati, e si riserva altresì di escludere dal concorso, senza indicarne il motivo, coloro per i quali le informazioni non risultassero ottime sotto ogni riguardo. Inoltre, le ammissioni al concorso possono essere accordate sotto riserva, in relazione a quanto è detto nel presente articolo e nei due ultimi commi dell'art. 2.

Art. 4.

L'idoneità fisica sarà accertata mediante visita sanitaria, a cui i concorrenti saranno sottoposti presso il Ministero della marina o presso Autorità periferiche della Regia marina all'uopo delegate.

Art. 5.

In base all'art. 48 della legge 11 marzo 1926, n. 397, il Ministero della marina si riserva di chiamare in servizio di prima nomina i vincitori del concorso, per un periodo variabile dai 3 ai 6 mesi.

Roma, addì 5 febbraio 1937 - Anno XV

p. *Il Ministro*: CAVAGNARI.

Estratto del testo unico delle disposizioni legislative riguardanti gli ufficiali di complemento della Regia marina, approvato con Regio decreto 16 maggio 1932, n. 819.

Art. 6. — Per conseguire la nomina ad ufficiale di complemento della Regia marina sono necessarie le seguenti condizioni:

a) essere cittadino italiano, e per gli stranieri che hanno ottenuto la cittadinanza italiana essere esenti da ogni obbligo di servizio militare nello Stato donde provengono;

b) aver compiuto il 18° anno di età, ma non aver superata l'età stabilita dalla legge sullo stato degli ufficiali per la cessazione dalla categoria degli ufficiali di complemento, avuto riguardo al grado da conferirsi;

c) essere in condizioni sociali e morali compatibili col grado di ufficiale, a giudizio insindacabile del Ministero;

d) possedere l'attitudine fisica per disimpegnare il servizio attivo;

e) gli italiani non regnicoli possono conseguire la nomina ad ufficiale di complemento in base alle norme del presente testo unico. Sulla equipollenza dei titoli di studio non conseguiti nelle scuole del Regno giudicherà, in modo insindacabile, il Ministro per la marina.

Art. 7. — La nomina ad ufficiale di complemento della Regia marina potrà non essere concessa a quei cittadini che, pur trovandosi nelle condizioni previste dal presente testo unico, non abbiano a suo tempo compiuto sotto le armi la ferma ordinaria di leva.

Ufficiali medici.

Art. 12. — Possono concorrere alla nomina di ufficiale medico di complemento della Regia marina i cittadini italiani che abbiano conseguito la laurea in medicina e chirurgia.

Per la nomina a maggiore medico possono concorrere:

a) i professori straordinari ed ordinari di Università, sia Regie che libere;

b) il vice direttore generale della Sanità pubblica;

c) i professori incaricati ufficiali stabili;

d) i medici rivestiti della carica di ispettore sanitario della Sanità pubblica del Regno;

e) i medici provinciali di 1ª classe;

f) i medici e chirurghi muniti del diploma di libera docenza, che siano primari dei principali ospedali del Regno, compresi i manicomi, e che siano nominati tali in seguito a pubblico concorso tanto per esami che per titoli;

g) i liberi docenti che, pur non essendo primari di grandi ospedali, siano aiuti di clinica, oppure contino non meno di 15 anni di esercizio professionale.

Per la nomina a capitano medico possono concorrere:

a) i medici laureati da non meno di 15 anni, o che siano primari di un ospedale provinciale;

b) i medici provinciali e tutti quei medici chirurghi che, qualunque sia l'impiego professionale, abbiano il diploma di libera docenza in qualsiasi branca delle scienze medico-chirurgiche;

c) gli aiuti di clinica che, pur non essendo liberi docenti, abbiano almeno due anni di carica;

d) gli aiuti di ospedali principali, purchè ricoprano da almeno due anni la carica e purchè questa sia stata conferita loro in seguito a concorso per esame.

Per la nomina a tenente medico possono concorrere i medici che siano laureati da almeno cinque anni e che contino almeno tre anni di esercizio professionale.

Per la nomina a sottotenente medico possono concorrere i cittadini laureati in medicina e chirurgia, che abbiano superato l'esame di Stato prescritto per l'abilitazione all'esercizio professionale.

Un primo esame dei titoli, che dai candidati saranno presentati per ottenere la nomina ad uno dei gradi contemplati nel presente articolo, è devoluto alla Direzione centrale di Sanità militare marittima.

(704)

MINISTERO DELLE COMUNICAZIONI

Concorso a 6 posti di alunno d'ordine nel ruolo del personale delle Capitanerie di porto.

IL MINISTRO PER LE COMUNICAZIONI

Visto il R. decreto 18 agosto 1920, n. 1258, che provvede al riordinamento organico del personale d'ordine delle Capitanerie di Porto;

Vista la legge 21 agosto 1921, n. 1312;

Visto il R. decreto 30 settembre 1922, n. 1290, e successive modificazioni ed estensioni;

Visto il R. decreto 21 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle amministrazioni dello Stato, e successive modificazioni ed aggiunte;

Visto il R. decreto 30 settembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dello Stato;

Visto il R. decreto-legge 3 gennaio 1926, n. 48, e relative norme integrative, emanate col R. decreto-legge 5 gennaio 1927, n. 27;

Vista la legge 6 giugno 1929, n. 1024, recante provvedimenti a favore dell'incremento demografico;

Vista la legge 27 giugno 1929, n. 1047; i Regi decreti-legge 20 novembre 1930, n. 1491; 14 aprile 1934, n. 561, e 24 settembre 1936, n. 1719;

Viste le leggi 26 luglio 1929, n. 1397, e 12 giugno 1931, n. 777;

Visto l'art. 2 del decreto 17 dicembre 1932 di S. E. il Capo del Governo;

Visto il R. decreto-legge 23 marzo 1933, n. 227, concernente l'elevazione dei limiti di età per l'ammissione ai pubblici impieghi;

Visto il R. decreto 19 ottobre 1933, n. 1390, col quale vennero stabiliti i nuovi ruoli organici per il personale civile delle Capitanerie di porto;

Visto il R. decreto-legge 28 novembre 1933, n. 1554, sull'assunzione delle donne nelle Amministrazioni dello Stato;

Visto il R. decreto-legge 13 dicembre 1933, n. 1706;

Visti i Regi decreti-legge 5 luglio 1934, n. 1176, e 28 settembre 1934, n. 1587, riguardanti, rispettivamente, la graduatoria dei titoli di preferenza e i requisiti per l'ammissione ai concorsi indetti dalle Amministrazioni dello Stato;

Visti i Regi decreti 25 febbraio 1935, n. 163 e 9 gennaio 1936, n. 257;

Visto il R. decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172, recante l'estensione delle provvidenze emanate a favore degli ex combattenti della guerra 1915-1918, a coloro che hanno partecipato alle operazioni militari in A. O. I.;

Visto il R. decreto-legge 7 dicembre 1936, n. 2109;

Visto il ruolo del personale di gruppo *C* delle Capitanerie di porto;

Vista la decretazione in data 3 ottobre 1936-XIV di S. E. il Capo del Governo, che autorizza l'espletamento del concorso per 6 posti di alunno d'ordine (grado 13° - gruppo *C*) nel ruolo del personale civile delle Capitanerie di porto (*Gazzetta Ufficiale* del 12 ottobre 1936).

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esami a sei posti di alunno d'ordine (grado 13°) nel ruolo del personale di gruppo *C* delle Capitanerie di porto.

Art. 2.

Al presente concorso possono essere ammessi coloro che siano in possesso di uno dei titoli di studio indicati nel successivo articolo 3 e che abbiano compiuta l'età di anni 18 e non superata quella di anni 29 alla data del presente decreto. Tale limite massimo è elevato ad anni 35 per coloro che si trovino nelle condizioni prescritte dall'art. 1 del R. decreto-legge 7 dicembre 1936, n. 2109.

Per gli aspiranti che abbiano prestato servizio militare durante la guerra 1915-1918 o che abbiano partecipato nei reparti mobilitati delle Forze armate, alle operazioni militari nell'Africa Orientale Italiana dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, i limiti massimi di età di cui sopra sono rispettivamente elevati a 34 e 40 anni, e per gli invalidi di guerra, gli invalidi della causa nazionale, gli invalidi dell'A. O. I., i decorati al valor militare e i promossi per merito di guerra, ad anni 39 e 40 rispettivamente.

A coloro che risultino regolarmente inscritti, senza interruzione, al Partito Nazionale Fascista prima del 28 ottobre 1922, è concessa, sui limiti massimi di età, una proroga pari al periodo di inscrizione anteriore alla data stessa.

Tale proroga è concessa, in aggiunta a quella eventualmente spettante, a coloro che si trovino nelle condizioni di cui al secondo comma del presente articolo.

Si prescinde dal limite massimo di età nei confronti degli aspiranti che, alla data del presente decreto, già rivestono la qualità di impiegato civile statale di ruolo; nei confronti degli aspiranti che, in possesso di tutti gli altri requisiti necessari per l'ammissione al concorso, prestino, alla data del presente decreto, effettivo servizio d'impiego civile da almeno due anni, quali dipendenti statali non di ruolo, con qualunque denominazione, e nei riguardi di coloro che si trovino nelle condizioni di cui all'art. 3 del R. decreto-legge 7 dicembre 1936, n. 2109;

Le donne sono escluse dal partecipare al presente concorso.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso, scritte di pugno dall'interessato e redatte in carta da bollo da L. 6, dovranno essere presentate o pervenire al Ministero delle comunicazioni — Ispettorato delle Capitanerie di porto — non oltre il 60° giorno dalla pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Nella domanda dovranno essere chiaramente indicati il cognome e nome, la paternità, la data e il luogo di nascita, il domicilio del concorrente ed i documenti che vengono prodotti a corredo di essa.

Alla domanda dovranno essere allegati i seguenti documenti:

1° estratto dell'atto di nascita debitamente legalizzato in carta da bollo da L. 8;

2° diploma originale, o copia autentica, di licenza di scuola media inferiore o titolo equipollente, conseguiti in base al R. decreto 6 maggio 1923, n. 1054, oppure il diploma di licenza di scuole complementari o professionali di secondo grado Regie o pareggiate.

E' pure valida, per l'ammissione al concorso, la licenza ginnasiale o di scuola tecnica e quella del triennio preparatorio delle scuole o di istituti commerciali statali, conseguita secondo i precedenti ordinamenti scolastici o il diploma di ammissione a scuola media superiore;

3° certificato, legalizzato, del podestà del Comune di nascita, da cui risulti che il candidato è cittadino italiano e gode dei diritti civili e politici, in carta da bollo da L. 4;

Sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani non regnicoli e coloro ai quali tale equiparazione è stata riconosciuta a norma delle vigenti leggi;

4° certificato, legalizzato, del podestà del Comune ove il candidato ha l'abituale residenza o domicilio, attestante la regolare condotta morale e politica, in carta da bollo da L. 4;

5° certificato generale del casellario giudiziale, nel quale la firma del cancelliere dovrà essere debitamente autenticata, su carta da bollo da L. 12;

6° certificato medico legalizzato, rilasciato dal medico provinciale o dal sanitario del Comune, attestante che il candidato è di sana e robusta costituzione ed esente da difetti o imperfezione che possono menomare il rendimento in servizio, in carta da bollo da L. 4.

Gli invalidi di guerra e i minorati per la causa nazionale, e quelli divenuti tali per aver preso parte alle operazioni militari nell'A. O. I. produranno il certificato di cui all'art. 14, n. 3, del R. decreto 29 gennaio 1922, n. 92, nella forma indicata dall'art. 15 di detto decreto.

L'Amministrazione si riserva la facoltà di sottoporre i candidati, prima o dopo gli esami, alla visita di un sanitario di sua fiducia;

7° foglio di congedo illimitato, ovvero certificato di esito di leva o di inscrizione alle liste di leva.

Gli ex combattenti e gli invalidi di guerra, compresi quelli che hanno preso parte alle operazioni militari nell'A. O. I., dovranno produrre la copia aggiornata dello stato di servizio o del foglio di matricola militare con annotate le benemerenze di guerra, nonchè la dichiarazione integrativa di cui alle circolari 588 e 171 del *Giornale militare* 1922 e 1923 del Ministero della guerra.

Gli orfani di guerra, i figli dei caduti per la causa nazionale e dei caduti in difesa delle Colonie dell'A. O. I.; gli invalidi per le causa nazionale e quelli divenuti tali per le operazioni militari in A. O. I.; i figli degli invalidi di guerra, degli invalidi per la causa nazionale e i figli degli invalidi dell'A. O. I., dovranno dimostrare tale loro qualità mediante certificato rilasciato dalle Autorità o Enti all'uopo autorizzati;

8° situazione di famiglia aggiornata e legalizzata, in carta da bollo da L. 4, rilasciata dal podestà del Comune ove il candidato ha la abituale residenza;

9° fotografia di data recente, formato visita, con la firma dell'aspirante autenticata dal podestà o da un notaio. Le firme del podestà e del notaio dovranno essere legalizzate;

10° certificato di iscrizione al Partito Nazionale Fascista, ai Fasci giovanili di combattimento o ai Gruppi universitari fascisti, in carta da bollo da L. 4, rilasciato dal competente Fascio di combattimento e, qualora rilasciato in sedi non capoluoghi di provincia, sottoposto al visto del segretario della Federazione dei Fasci di combattimento o, in sua vece, del vice segretario federale, o del segretario federale amministrativo.

Questo documento non è richiesto per gli invalidi di guerra.

Per gli inscritti ai Fasci di combattimento anteriormente alla data del 28 ottobre 1922, il certificato predetto dovrà essere rilasciato personalmente dal segretario federale e contenere oltre il numero della tessera dell'anno in corso, la attestazione che l'inscrizione stessa continua ed è stata ininterrotta. Il certificato dovrà, inoltre, essere vistato dal Segretario o da uno dei Vice segretari del Partito Nazionale Fascista.

Non è richiesta legalizzazione per i certificati rilasciati o vidimati dal Governatorato di Roma.

I certificati di cittadinanza italiana, di buona condotta, di sana e robusta costituzione e del casellario giudiziale debbono essere di data non anteriore a tre mesi da quella della pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

I concorrenti impiegati di ruolo delle Amministrazioni dello Stato sono esonerati dal produrre i documenti di cui ai numeri 3, 4 e 5.

Essi, però, sono tenuti a presentare la copia aggiornata dello stato dei servizi civili.

I concorrenti impiegati civili non di ruolo sono tenuti a produrre un certificato, rilasciato dal capo del personale dell'Amministrazione di provenienza, attestante la data di inizio e la qualità del servizio espletato dal 1° dicembre 1934 in poi.

Non sarà tenuto conto delle domande che facessero riferimento a documenti presentati ad altre Amministrazioni, nè di quelle che non risultassero regolarmente documentate e pervenissero al Ministero posteriormente al termine fissato col primo comma del presente articolo.

Art. 4.

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso debbono essere posseduti dagli interessati entro il termine utile per la presentazione delle domande, ad eccezione del requisito dell'età, del quale i candidati dovranno essere provvisti alla data del presente decreto.

Con provvedimento ministeriale non motivato e insindacabile, può essere negata la partecipazione al presente concorso.

Art. 5.

La Commissione esaminatrice sarà composta come segue:

un colonnello di porto, presidente;
un tenente colonnello e un maggiore di porto, membri;
un archivista capo nelle Capitanerie di porto, segretario.

Per gli esami di lingue estere saranno aggregati alla Commissione, con voto, professori civili per la durata delle relative prove.

Art. 6.

L'esame avrà luogo in Roma presso il Ministero delle comunicazioni — Ispettorato delle Capitanerie di porto — e consterà delle prove scritte e della prova orale specificate nel programma allegato al R. decreto 18 agosto 1920, n. 1258.

Le prove scritte avranno luogo non prima del trentesimo giorno non festivo dopo il termine della presentazione delle domande di ammissione, nei giorni che verranno stabiliti con successivo decreto Ministeriale.

I candidati avranno comunicazione in tempo utile dei giorni, dell'ora e del luogo in cui saranno tenute le prove scritte e la prova orale.

Art. 7.

Saranno ammessi alla prova orale i candidati che abbiano riportato media di almeno 7 decimi nelle prove scritte e non meno di 6 decimi in ciascuna di esse.

La prova orale non s'intenderà superata se il candidato non abbia ottenuto la votazione di almeno 6 decimi.

Per la prova facoltativa di lingue estere verrà assegnato un coefficiente, espresso in punti, che verrà aggiunto alla media riportata negli esami delle altre materie scritte, sempre che la prova stessa abbia ottenuto una votazione di almeno 6 decimi.

La votazione complessiva è stabilita dalla somma della media delle votazioni riportate nelle prove scritte e del punto ottenuto in quella orale.

La graduatoria dei vincitori del concorso sarà formata secondo l'ordine dei punti complessivamente riportati negli esami scritti e in quello orale.

Art. 8.

Le nomine ai posti messi a concorso saranno stabilite secondo l'ordine risultante dalla graduatoria e con l'osservanza delle disposizioni contenute negli articoli 13 del R. decreto-legge 3 gennaio 1926, n. 48, modificato con l'art. 8 del R. decreto-legge 13 dicembre 1933, n. 1706, nell'art. 1 del R. decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176; R. decreto 2 giugno 1936, n. 1172, e nelle leggi 21 agosto 1921, n. 1312; 6 giugno 1929, n. 1024, 26 luglio 1929, n. 1397, e 12 giugno 1931, n. 777.

Art. 9.

La graduatoria dei vincitori del concorso e dei dichiarati idonei da approvarsi con decreto Ministeriale, sarà pubblicata nel foglio d'ordini del Ministero (Marina mercantile).

I vincitori del concorso saranno sottoposti al prescritto periodo di prova di sei mesi, trascorsi i quali, se avranno dimostrato, a

giudizio insindacabile del Consiglio di amministrazione, idoneità, diligenza e buona condotta, saranno confermati e nominati in ruolo, con lo stipendio e il supplemento di servizio attivo stabilito per il grado di alunno d'ordine (grado 13°).

Allo scadere del periodo di prova, coloro che non fossero ritenuti idonei saranno senz'altro licenziati senza diritto ad indennizzo alcuno, salva la facoltà al Consiglio di amministrazione di prorogare l'esperimento per altri sei mesi.

Durante il periodo di prova sarà corrisposto, ai sensi del decreto 2 luglio 1929 del Ministero delle finanze, l'assegno mensile di L. 425, oltre l'aggiunta di famiglia e relative quote complementari, in quanto sussistano le condizioni. Tali assegni sono ridotti e successivamente aumentati secondo le vigenti leggi.

Art. 10.

Con successivo provvedimento Ministeriale sarà nominata la Commissione di cui all'art. 5 del presente decreto.

Per quanto riguarda la compilazione dei temi da svolgere, le modalità degli esami e quanto altro non previsto nei precedenti articoli, valgono, in quanto applicabili, le disposizioni stabilite col R. decreto 30 dicembre 1923, n. 2960.

Il Ministro riconosce la regolarità degli esami e decide in via definitiva sulle eventuali contestazioni.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 7 gennaio 1937 - Anno XV

Il Ministro: BENNI.

PROGRAMMA DELL'ESAME DI CONCORSO

per l'ammissione ai posti di alunno d'ordine nelle Capitanerie di porto (allegato al R. decreto 18 agosto 1930, n. 1258).

ESAME SCRITTO.

1. Composizione italiana (su facile tema che valga però a rassicurare sulla conoscenza da parte del candidato delle regole di grammatica e di sintassi), in ore sei.
2. Risoluzione di un problema di aritmetica (sino alla regola del tre composto), in ore sei.
3. Saggio di calligrafia (compilazione di un prospetto statistico, in ore cinque.

Scrittura a macchina sotto dettatura (minuti 5); copiatura minuti 10.

4. Prova facoltativa di lingue estere (traduzione dalle lingue estere in lingua italiana), ore quattro.

ESAME ORALE.

Durata dell'esame: non più di mezz'ora per ciascun candidato.

1. Nozioni generali sulla storia d'Italia.
2. Nozioni di geografia fisica e politica. L'Europa in generale, l'Italia in particolare. Cenni sulle altre parti del mondo.
3. Statuto fondamentale del Regno e cenni sull'ordinamento amministrativo dello Stato.
4. Principi generali sull'ordinamento dell'Amministrazione marittima.
5. Regolamento sul servizio di registrazione e di archivio.
6. Nozioni di statistica.

Il Ministro: BENNI.

(715)

REGIA PREFETTURA DI RIETI

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di medico condotto.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI RIETI

Visto che il dott. Bock Carlo è dimissionario dal posto di Montenero Sabino;

Considerato che occorre provvedere alla designazione di altro candidato risultato idoneo in graduatoria; tenuto conto delle sedi indicate nella domanda di ammissione al concorso da parte del concorrente dott. Nozza Enrico;

Visto il precedente decreto prefettizio n. 11559 del 5 settembre 1936;

Decreta:

1) Il posto della condotta medica di Montenero Sabino è assegnato al dott. Nozza Enrico.

2) Il podestà di Montenero è incaricato della esecuzione del presente decreto a mezzo di regolare deliberazione.

3(Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* sul Foglio annunzi legali e, per otto giorni, all'albo della Prefettura e del comune di Montenero.

Il prefetto: MONTICELLI.

(722)

MUGNOZZA GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.